

ROYAUME DU MAROC
MINISTERE DE L'INTERIEUR
PREFECTURE DE SALE
COMMUNE DE SALE
DIRECTION GENERALE DES SERVICES
DIVISION D'HYGIÈNE ET DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

BUDGET DE FONCTIONNEMENT

**APPEL D'OFFRES OUVERT NATIONAL ET SIMPLIFIE SUR
OFFRES DES PRIX**

MARCHE N° 13/CS/2024

**ACHAT DE PRODUITS POUR DERATISATION COMMUNE
DE SALE – PREFECTURE DE SALE -**

**CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES
(CPS)**

Imputation Budgétaire

Chapitre	Article	Paragraphe	Ligne	Rubrique
20	30	10	13	

Marché passé après appel d'offres national et simplifié sur offres de prix passé en application l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 19 et l'alinéa b du paragraphe 3 de l'article 20 et l'article 148 du décret n°2-22-431 DU 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Appel d'offre réservé aux petites et moyennes entreprises ; aux coopératives , aux unions de coopératives et aux auto-entrepreneurs

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE

ARTICLE 2 : CONSISTANCE DES FOURNITURES

ARTICLE 3 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE

ARTICLE 4 : TEXTES GENERAUX ET SPECIAUX.

**ARTICLE 5: VALIDITE ET DATE DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU
MARCHE**

ARTICLE 6: NANTISSEMENT

ARTICLE 7 : ELECTION DU DOMICILE DU FOURNISSEUR

ARTICLE 8 : SOUS - TRAITANCE

ARTICLE 9 : DELAI DE LIVRAISON OU DATE D'ACHEVEMENT

ARTICLE 10 : NATURE DES PRIX.

ARTICLE 11: CARACTERE DES PRIX

ARTICLE 12 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET CAUTIONNEMENT DEFINITIF

ARTICLE 13 : RETENUE DE GARANTIE

ARTICLE 14: ASSURANCES ET RESPONSABILITE.

ARTICLE 15 : PROPRIETE INDUSTRIELLE, COMMERCIALE OU INTELLECTUELLE

ARTICLE 16: MODALITES ET CONDITIONS DE LIVRAISON

ARTICLE 17 : MODALITES DE REGLEMENT

ARTICLE 18: RECEPTIONS PROVISOIRE ET DEFINITIVE.

ARTICLE 19 : PENALITES POUR RETARD

ARTICLE 20 : DROITS D'ENREGISTREMENT

ARTICLE 21 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION

ARTICLE 22 : RESILIATION DU MARCHE

ARTICLE 23 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

ARTICLE 24: CAS DE FORCE MAJEURE

ARTICLE 25 : PERSONNE INTERVENANT

ARTICLE 26 : LES PERSONNES CHARGEES DU SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHE

ARTICLE 27 : CARACTERISTIQUES TECHNIQUES ET DESCRIPTIF DES PRIX

ARTICLE 28 : BORDEREAU DES PRIX, DETAIL ESTIMATIF

**ACHAT DE PRODUITS POUR DERATISATION
COMMUNE DE SALE-PREFECTURE DE SALE-**

PREAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Marché passé après appel d'offres national et simplifié sur offres de prix passé en application l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 19 et l'alinéa b du paragraphe 3 de l'article 20 et l'article 148 du décret n° 22-431 DU 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

ENTRE

La Commune de Salé, représentée par son Président désigné ci-après par
Le maître d'ouvrage.

D'UNE PART

ET

1. Cas d'une personne morale

Mr
Agissant en qualité de.....
Agissant au nom et pour le compte de
.....
Au capital de.....Taxe professionnelle n°
Inscrit au registre de commerce de Sous le n°
Affilié à la CNSS sous N°
IFN°.....ICE n°.....
Faisant élection de domicile au
.....
N° téléphone.....Fax.....E-mail.....
Titulaire du compte bancaire RIB N°
.....
Ouvert auprès de.....
En vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.
Désigné ci-après par le terme « ENTREPRENEUR ».

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIV

MARCHE N° 13/CS/2024

**ACHAT DE PRODUITS POUR DERATISATION
COMMUNE DE SALE-PREFECTURE DE SALE-**

PREAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Marché passé après appel d'offres national et simplifié sur offres de prix passé en application l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 19 et l'alinéa b du paragraphe 3 de l'article 20 et l'article 148 du décret n°2-22-431 DU 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

ENTRE

La Commune de Salé, représentée par son Président désigné ci-après par
Le maître d'ouvrage.

D'UNE PART

ET

2. Cas de personne physique

M

Agissant en son nom et pour son propre compte.

Registre de commerce de sous le n°

Taxes Professionnelle n° Affilié à la CNSS sous n°

IF n° ICE n°

Faisant éllection de domicile au

.....

Compte bancaire RIB (24 positions)

ouvert auprès de

Désigné ci-après par le terme « ENTREPRENEUR ».

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIV

**ACHAT DE PRODUITS POUR DERATISATION
COMMUNE DE SALE-PREFECTURE DE SALE-**

PREAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Marché passé après appel d'offres national et simplifié sur offres de prix passé en application l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 19 et l'alinéa b du paragraphe 3 de l'article 20 et l'article 148 du décret n°2-22-431 DU 15 chaabane 1444(8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

ENTRE

La Commune de Salé, représentée par son Président désigné ci-après par

Le maître d'ouvrage.

D'UNE PART

ET

3. Cas d'un groupement

Les membres du groupement constitué aux termes de la convention
soussigné :

- Membre 1 :

Mqualité

Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des pouvoirs qui
lui sont conférés.

Au capital social Taxes Professionnelle n° Registre de commerce
desous le n°....

Affilié à la CNSS sous n° IFn°ICE n°.....

Faisant élection de domicile au

Compte bancaire RIB (24 positions).....

ouvert auprès de.....

- Membre 2 :

(Servir les renseignements le concernant)

- Membre n :

-

-

Nous nous obligeons (conjointement ou solidairement, selon la nature du groupement)
ayant M..... (Prénom, nom et qualité) en tant que mandataire

Du groupement et coordonnateur de la réalisation des fournitures, ayant un compte
bancaire

Commun RIB (24 positions).....

Ouvert auprès de.....

Désigné ci-après par le terme « ENTREPRENEUR».

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT

CHAPITRE I
CLAUSES ADMINISTRATIVES
ET FINANCIERES

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet: **Achat de produit pour dératisation Commune de Salé – Préfecture de Salé - .**

ARTICLE 2 : CONSISTANCE DES FOURNITURES

Les fournitures sont livrées au titre du présent marché en lot unique consistant en ce qui suit :

- PRODUIT 1: Raticide pellet frais à base de brodifacoum 0.005%

- PRODUIT 2: Raticide appât frais à base de Difethialone à 0,0025 %

- PRODUIT 3: Raticide bloc à base Difethialone à 0,0025 %

ARTICLE 3 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE

- 1- L'acte d'engagement ;
- 2- Le présent cahier des prescriptions spéciales
- 3- Le bordereau des prix détail estimatif ;
- 4- Le cahier de clauses administratives générales applicables aux marches de travaux exécutés pour le compte de l'état (CCAG-T) approuvé par le décret n°2-14-394 du 6 chaabane 1437 (13 mai 2016).

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs du marché, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

ARTICLE 4 : TEXTES GENERAUX ET SPECIAUX.

Le titulaire du marché est soumis aux dispositions notamment des textes suivants:

- le décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics
- Dahir n°1-15-85 du 20 Ramadan 1436 (7 Juillet 2015) pris pour application de la loi Organique n°113.14 relatif aux communes.
- Dahir n°1-56-211 du 11 décembre 1956 relatifs aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataires des marchés publics.
- La Circulaire N° 72/CAB du 26 novembre 1992 d'application du DAHIR n° 1-56-211 du 8 Joumada I 1376 (11 Décembre 1956) relative aux garanties pécuniaires exigées des soumissionnaires et adjudicataires de marchés publics ;
- La loi 53.00 relative à la charte des petites et moyennes entreprises applicable au dahir charif n° 1-02-188 du 12 joumada I 1423 (23-07-2002) ;
- Le décret n° 2.86.99 du 14 MARS pour l'application de la loi n° 30.85 relative à la T.V.A ;
- Décret N°2-14-394 du 6 chaabane 1437 (13 mai 2016) approuvent le cahier de clauses administratives générales applicables des travaux.
- l'arrête du chef de gouvernement n° 3-302—15 du 15 safar 1437 (17-11-2015) fixant les règles et les conditions des prix des marchés publics.
- Arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'économie et des finances, chargé du budget n° 1502-23 du 24 kaada 1444 (13 juin 2023) portant application des dispositions de l'article 148 du décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

- l'arrête du ministre délègue auprès du ministre de l'économie et des finances charge du budget N° 1692-23 du 23 juin 2023 relatif a la dématérialisation des procédures des documents et des pièces relatifs aux marches

-Décret n° 2-19-184 du 19 chaabane 1440 (25 avril 2019) modifiant et complétant le décret n° 2-16-344 du 17 chaoual 1437 (22 juillet 2016) fixant les délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques.

- La loi n 112.13 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) relative au nantissement des marchés publics.

- Décret n° 1.17.451 en date du 23 Novembre 2017 relatif à la comptabilité publique des communes et des établissements de coopération entre les communes.

- Les textes officiels réglementant les salaires et la main d'œuvre;

Ainsi que tous les textes règlementaires ayant trait aux marchés publics rendus applicables à la date limite de réception des offres.

Le fournisseur devra se procurer ces documents s'il ne les possède pas et ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ceux-ci et se dérober aux obligations qui y sont contenues.

Les textes juridiques mentionnés ne sont pas exhaustifs, et que le marché reste soumis à l'ensemble des lois et règlements en vigueur relatives aux marchés publics.

ARTICLE 5: VALIDITE DE L'OFFRE ET DATE DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE.

Le présent marché ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après son approbation par le président de la commune de salé.

L'approbation du marché doit intervenir avant tout commencement d'exécution. Cette approbation sera notifiée dans un délai maximum Soixante (60) jours à compter de la date d'ouverture des plis.

Les conditions de prorogation de ce délai sont fixées par la disposition de l'article 36 du Décret des marchés publics n°2-22-431.

Conformément à l'article 143 du décret n°2-22-431 Les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de 60 jours qui commence à courir selon le cas à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

ARTICLE 6: NANTISSEMENT.

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il sera fait application des dispositions de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II (19 février 2015), étant précisé que :

- 1- La liquidation des sommes dues par le maître d'ouvrage en exécution du marché sera opérée par les soins du président de la commune de salé.
- 2- Au cours de l'exécution du marché, les documents cités à l'article 8 de la loi n°112-13 peuvent être requis du maître d'ouvrage, par le titulaire du marché ou le bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, et sont établis sous sa responsabilité.
- 3- Lesdits documents sont transmis directement à la partie bénéficiaire du nantissement avec communication d'une copie au titulaire du marché, dans les conditions prévues par l'article 8 de la loi n° 112-13.
- 4- Les paiements prévus au marché seront effectués par monsieur le trésorier

préfectoral de la ville de Salé seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du marché.

- 5- Le maître d'ouvrage remet au titulaire du marché une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signé et indiquant que ladite copie est délivrée en exemplaire unique destiné à former titre pour le nantissement du marché.
- 6- La dématérialisation du nantissement aura lieu conformément aux dispositions des articles 46 et 60 de l'arrêté du ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargée du budget n° 1692-23 du 4 hijja 1444 (23/06/2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics.
- 7- Les dispositions relatives à la dématérialisation du nantissement des marchés publics entrent en vigueur à compter du premier septembre 2024 conformément à l'article 60 de l'arrêté du Ministre délégué auprès de la Ministre de l'Economie et des Finances, chargé du Budget n°1692-23 du 4 Hijja 1444 (23/06/2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics». De ce fait, il y a lieu de ne pas prévoir cette disposition.

Les frais d'enregistrement de l'exemplaire remis à l'entrepreneur ainsi que les frais de timbres de l'original conservé par l'Administration sont à la charge de l'entreprise.

ARTICLE 7 : ELECTION DU DOMICILE DU FOURNISSEUR.

Conformément à l'article 20 du CCAG-T, le fournisseur est tenu d'élire domicile au Maroc qu'il doit indiquer obligatoirement dans l'acte d'engagement ou le faire connaître au maître d'ouvrage dans le délai de quinze jours (15 jours) à partir de la notification, qui lui est faite, de l'approbation de son marché. Faute par lui d'avoir satisfait à cette obligation, toutes les notifications qui se rapportent au marché sont valables lorsqu'elles ont été faites au siège de l'entreprise dont l'adresse est indiquée dans le cahier des prescriptions spéciales.

En cas de changement de domicile, le fournisseur est tenu d'aviser la Commune par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les 15 jours suivants la date d'intervention de ce changement.

ARTICLE 8 : SOUS - TRAITANCE.

Si le fournisseur envisage de sous-traiter une partie du marché, il doit notifier au maître d'ouvrage :

- l'identité, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse des sous- traitants ;
- le dossier administratif des sous-traitants, ainsi que leurs références techniques et financières ;
- la nature des prestations et le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter ;
- le pourcentage des dites prestations par rapport au montant du marché ;
- et une copie certifiée conforme du contrat de sous-traitance. Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents conformément à l'article 27 du Décret n°2-22-431 du 08 Mars 2023 relatif aux marchés publics.

- Le titulaire du marché est tenu de présenter au Maître d'Ouvrage les documents justifiant le paiement, par ses soins, des sommes dues au sous –traitant au fur à mesure de l'exécution des prestations sous-traitées.
- Le titulaire est tenu de délivrer au sous-traitant à sa demande une attestation de bonne exécution des prestations sous-traitées.

La sous-traitance ne peut en aucun cas dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché à savoir :

PRIX N°1: fourniture de produit Raticide Pellet à base de Brodifacoum 0,005%

PRIX N°2 : fourniture de produit Raticide appât frais à base de Diféthialone à 0,0025 %

Le titulaire du marché est tenu, lorsqu'il envisage de sous-traiter une partie du marché, de la confier à des prestataires installés au Maroc et notamment à des petites et moyennes entreprises conformément à l'article 151 de décret précité n° 2-22-431.

Le titulaire du marché demeure personnellement responsable de toutes les obligations résultant du marché tant envers le maître d'ouvrage que vis-à-vis des ouvriers et des tiers. Le maître d'ouvrage ne se reconnaît aucun lien juridique avec les sous-traitants.

ARTICLE 9 : DELAI DE LIVRAISON OU DATE D'ACHEVEMENT.

Le fournisseur devra livrer les fournitures désignées en objet dans un délai de deux mois.

Le délai de livraison court à partir de la date prévue par l'ordre de service prescrivant le commencement de la livraison des fournitures.

Ce délai s'applique à l'achèvement de la livraison de la totalité des fournitures incombant au titulaire.

Toutes les prolongations et diminutions du délai d'exécution doivent être prisées selon les dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux6.

ARTICLE 10 : NATURE DES PRIX.

Le présent marché est à prix unitaires.

Les sommes dues au titulaire du marché sont calculées par application des prix unitaires portés au bordereau des prix ou au bordereau des prix-détail estimatif, le cas échéant, joint au présent cahier des prescriptions spéciales, aux quantités réellement exécutées conformément au marché.

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de la livraison des fournitures y compris tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et assurer au fournisseur une marge pour bénéfices et risques et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe de la livraison des fournitures.

ARTICLE 11: CARACTERE DES PRIX.

Les prix du marché sont unitaires, fermes et non réversibles et ils sont établis en dirhams marocains, conformément aux dispositions de l'article 15 du décret n°2-22-431 précité, comprennent le bénéfice ainsi que tous droits, taxes, frais généraux, faux frais et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe de la prestation objet du marché jusqu'au lieu d'exécution de ladite prestation.

ARTICLE 12 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET CAUTIONNEMENT DEFINITIF.

Il **n'est pas prévu de cautionnement définitif** au titre du présent marché. Le montant du **cautionnement provisoire** est fixé **à 3.500 ,00 DHS (trois mille cinq cent dirhams)**.

Le cautionnement provisoire reste acquis au maître d'ouvrage notamment dans les cas cités à l'article 18 du CCAG-T et à l'article 24 du décret n°2-22-431.

Le cautionnement provisoire est restitué au titulaire du marché selon les dispositions de l'article 19, paragraphe 1 du CCAG-T.

N.B. : Le cautionnement provisoire doit être constitué électroniquement.

ARTICLE 13 : RETENUE DE GARANTIE.

Aucune retenue de garantie ne sera prélevée sur les acomptes payés au fournisseur.

ARTICLE 14 : ASSURANCES ET RESPONSABILITE.

Le fournisseur doit adresser au maître d'ouvrage, avant tout commencement de réalisation des fournitures, les attestations d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir tous les risques inhérents à la réalisation du marché, et ce conformément aux dispositions de l'article 25 du CCAG-Travaux.

Le fournisseur doit informer le maître d'ouvrage de toute modification ou résiliation concernant les polices d'assurances prévues par le présent article sous peine de l'application des mesures coercitives prévues par le CCAG-T.

ARTICLE 15 : PROPRIETE INDUSTRIELLE, COMMERCIALE OU INTELLECTUELLE.

Le fournisseur garantit formellement le maître d'ouvrage contre toutes les revendications des tiers concernant les brevets d'invention relatifs aux procédés et moyens utilisés, marques de fabrique, de commerce et de service.

Il appartient au fournisseur le cas échéant, d'obtenir les cessions, licence d'exploitation ou autorisation nécessaires et de supporter la charge des frais et redevances y afférentes.

ARTICLE 16 : MODALITES ET CONDITIONS DE LIVRAISON.

1-Modalités de livraison

La livraison des fournitures objet du présent marché doit être réalisée par les moyens propres du titulaire du marché au magasin de la division communale d'hygiène de Salé rue Atlas el Saghir Salé.

Toute livraison de fournitures doit s'effectuer pendant les jours ouvrables et en dehors des jours fériés et dans tous les cas selon un programme préétabli par le fournisseur et accepté par le maître d'ouvrage.

2- Conditions de livraison

La livraison des fournitures s'effectue au magasin de la division communale d'hygiène de Salé rue Atlas el Saghir Salé, en présence des représentants dûment habilités du maître d'ouvrage et du fournisseur.

Lorsque des contrôles préliminaires laissent apparaître des discordances entre les fournitures indiquées dans le marché ou entre les échantillons et prospectus déposés et celles effectivement livrées, la livraison est refusée par le maître d'ouvrage et le titulaire est saisi immédiatement, par écrit, pour procéder aux modifications nécessaires à la correction des anomalies constatées, ou, le cas échéant, pourvoir au remplacement des fournitures non-conformes.

Le retard engendré par le remplacement ou la correction des fournitures jugées non conformes par le maître d'ouvrage sera imputable au fournisseur et la non réception par le maître d'ouvrage ne justifie pas, par lui-même, l'octroi d'une prolongation du délai contractuel.

Après correction des défauts et anomalies constatés, ou remplacement des fournitures refusées, le maître d'ouvrage procède à nouveau aux mêmes opérations de vérification et de contrôle.

ARTICLE 17 : MODALITES DE REGLEMENT.

Le règlement du marché sera effectué sur la base des décomptes en application des prix du bordereau des prix – détail estimatif aux quantités réellement livrées, et l'application des pénalités de retard, le cas échéant.

Sur ordre du maître d'ouvrage, les sommes dues au fournisseur seront versées au Compte bancaire (RIB 24 chiffres)----- ouvert auprès de----- (la banque, la poste ou la trésorerie générale du Royaume).

ARTICLE 18: RECEPTIONS PROVISoire ET DEFINITIVE.

Le maître d'ouvrage s'assure, en présence du fournisseur ou de son représentant, de la conformité des fournitures aux spécifications techniques du marché.

Les fournitures livrées, sont soumises à des vérifications destinées à constater la conformité à tous égards des fournitures livrées avec le descriptif des fournitures indiquées sur le bordereau des prix détail estimatif, et avec les échantillons déposés par le titulaire du marché.

A l'issue de ces opérations le maître d'ouvrage prononcera la réception provisoire et la réception définitive.

Les opérations sus mentionnées sont sanctionnées, selon le cas, par un procès verbal de réception provisoire et définitive.

ARTICLE 19 : PENALITES POUR RETARD.

A défaut d'avoir réalisé la livraison des fournitures dans les délais prescrits (ou à la date d'achèvement prescrite lorsque le marché fixe ladite date), il sera appliqué au fournisseur une pénalité par jour calendaire de retard de 1‰ (un pour mille) du montant initial du marché.

Cette pénalité sera appliquée de plein droit et sans mise en demeure sur toutes les sommes dues au fournisseur.

L'application de ces pénalités ne libère en rien le fournisseur de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du présent marché.

Toutefois, le montant cumulé de ces pénalités est plafonné à 8% du montant initial du marché modifié ou complété éventuellement majoré (Paragraphe 7 Article 65 du CCAG-Travaux).

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable et sans préjudice de l'application des mesures coercitives conformément aux dispositions de l'article 79 du CCAG –Travaux.

ARTICLE 20 : DROITS D'ENREGISTREMENT.

Conformément à l'article 7 du CCAG -Travaux, le fournisseur doit acquitter les droits d'enregistrement du marché, tels qu'ils résultent des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 21 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION.

Il sera fait application des articles n° 28 et 162 du décret n° 2-22-431 relatif aux marchés publics.

Le fournisseur ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

Le fournisseur ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du présent marché.

ARTICLE 22: RESILIATION DU MARCHE.

La résiliation du marché peut être prononcée dans les conditions et modalités prévues par l'article 152 du décret n° 2-22-431 relatif aux marchés publics, et celles prévues aux articles 28,33,40, 47,48,49,50,51,52,54,58,65,67,69,70,79 et 80 du CCAG- travaux.

La résiliation du marché ne fera pas obstacle à la mise en œuvre de l'action civile ou pénale qui pourrait être intentée au titulaire du marché en raison de ses fautes ou infractions.

Pour les groupements, en cas de défaillance, de décès, de liquidation judiciaire, de redressement judiciaire, sans autorisation de continuer l'activité, ou de faute grave de l'un ou plusieurs membres du groupement, ceux-ci peuvent être exclus du marché suivant les procédures de résiliation du marché.

Dans ce cas, un avenant est passé pour fixer les conditions de la poursuite de l'exécution

du marché par les membres restants du groupement éventuellement complété par de nouveaux membres en cas de nécessité de combler le manque de compétences dûment constaté après l'exclusion de certains membres du groupement.

ARTICLE 23 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES.

Si en cours de la réalisation du marché, des différends et litiges surviennent avec le fournisseur, les parties s'engagent à régler celles-ci dans le cadre des stipulations des articles 81, 82 et 84 du CCAG applicable aux marchés de travaux.

Les litiges entre le maître d'ouvrage et le fournisseur sont soumis aux tribunaux de Rabat - Salé.

ARTICLE 24: CAS DE FORCE MAJEURE.

Conformément aux prescriptions de l'article 47 du CCAG-T et notamment son paragraphe 2, les seuils des intempéries qui sont réputés constituer un événement de force majeure sont définis comme suit :

- la neige : 30cm
- la pluie : 60 mm
- le vent : 60 Km/h
- le séisme : 5 degré sur l'échelle de Richter.

ARTICLE 25 : PERSONNE INTERVENANT.

Le président de la commune de Salé en tant que maître d'ouvrage.

ARTICLE 26 : LES PERSONNES CHARGEES DU SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHE.

Docteur SALAMATE SAMIRA: chef de la division

Monsieur Ahmed CHIBEK : en tant que magasinier

CHAPITRE II

SPECIFICATIONS TECHNIQUES ET DESCRIPTIF DES PRIX

ARTICLE 27– CARACTERISTIQUES TECHNIQUES ET DESCRIPTIF DES PRIX

PRIX N°1: Ce prix rémunère en Kg la fourniture de produit Raticides Pellet à base de : Brodifacoum 0,005%.

PRIX N°2: Ce prix rémunère en Kg la fourniture de produit Raticide appât frais à base de Diféthialone à 0,0025 % .

PRIX N° 3: Ce prix rémunère en Kg la fourniture du produit Raticide bloc à base de Diféthialone à 0,0025 %.

CHAPITRE III
BORDEREAU DES PRIX

ARTICLE 28 : BORDEREAUX DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF RELATIF A
ACHAT DE PRODUITS POUR DERATISATION
"COMMUNE DE SALE – PREFECTURE DE SALE "

MARCHE N°13/CS/2024

Marché passé après appel d’offres national et simplifié sur offres des prix passé en application l’alinéa 2 du paragraphe 1 de l’article19 et l’alinéa b du paragraphe 3 de l’article 20 et l’article148 du décret n°2-22-431 DU 15 chaabane 1444(8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

N° DU POSTE	DESIGNATION DES PRESTATIONS	UNITE DE MESURE	QUANTITE	PRIX UNITAIRE EN DHS (HORS TVA) (En chiffres)	PRIX TOTAL (En chiffres)
	1	2	3	4	5=3x4
1	Raticides Pellet à base de Brodifacoum0.005%	KG	1000		
2	Raticides Appât Frais à base de Difethialone 0,0025%	KG	500		
3	Raticides bloc à base de Difethialone0.0025%	KG	500		
TOTAL HORS TVA					
TAUX TVA (20%)					
TOTAL T.T.C.					

Fait, àle.....
(Signature et cachet du concurrent)

**ACHAT DE PRODUITS POUR DERATISATION
"COMMUNE DE SALE - PREFECTURE DE SALE "**

MARCHE N° .13/CS/2024

Passé en application de l'alinéa 2 du page 1 et alinéa a du paragraphe 3 de l'article 19, paragraphe 1 et page 3b de l'article 20 et l'article 148 du décret 2-22-431 du 8 mars 2023

Appel d'offre réservé au petite et moyenne entreprise et aux coopératif aux
De coopératif et au auto entrepreneur , cs des personne physique , cas des
personne moral cas des groupement

Arrêté le présent marché à la somme de :.....

DRESSE ET VERIFIE PAR

Dr Samira SALAMATE
Médecin Chef de la Division
d'Hygiène et de la Protection
de l'Environnement par intérim

05-06-2024

**LE PRESIDENT DE LA COMMUNE
DE SALE**

**lu et accepté par :
(LE FOURNISSEUR)**


Omar SENTISSI
Président de
la Commune de Salé

APPROUVE PAR